

# Le Brexit est-il vraiment « anglais » ?

**Robert Tombs**

TRADUCTION **Cécile Tarpinian**

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2020/4 Hiver**, PAGES 69 À 82

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037301093

DOI 10.3917/pe.204.0069

Date de mise en ligne : 08/12/2020

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2020-4-page-69?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

## Le Brexit est-il vraiment « anglais » ?

Par **Robert Tombs**

**Robert Tombs** est professeur émérite d'histoire française à l'Université de Cambridge et membre du St John's College.

Traduit de l'anglais (Grande-Bretagne) par Cécile Tarpinian.

Le résultat du référendum de 2016 ne traduisait pas un populisme, ou un exotisme culturel, spécifiquement anglais. L'opinion britannique était alors en phase avec les opinions européennes critiques vis-à-vis de l'Union européenne. La non-appartenance à la zone euro promettait une séparation sans trop graves effets. Séparation qu'annonçaient un fort attachement à la décision nationale et un détachement persistant vis-à-vis du projet européen, vu comme un simple lien économique.

politique étrangère

Le 23 juin 2016, le Royaume-Uni a répondu à la question « Le Royaume-Uni devrait-il rester membre de l'Union européenne (UE) ou quitter l'UE ? » : 51,9 % (des 72,2 % de votants) ont choisi le retrait, 48,1 % se sont prononcés pour le maintien ; 17 410 742 contre 16 141 241<sup>1</sup>. La plupart des commentateurs, alors et depuis, ont présenté ce vote comme essentiellement anglais – présumé partagé par force partisans à la fois du retrait et du maintien.

Classe politique et médias, en majorité en Angleterre ou ailleurs, déplorant la supposée aberration de ce vote, y ont vu une variante britannique d'un populisme en plein essor. Pour certains, ce vote manifestait la nostalgie anglaise du passé impérial ou (sans que la contradiction les gêne) un *little Englandism* (isolationnisme). D'autres l'attribuaient à la xénophobie, ou même au racisme, anglais, à l'égard des migrants. Il a aussi été largement considéré comme une forme peu élaborée de protestation d'une

1. Toutes les statistiques de vote sont issues de la Commission électorale et disponibles sur : [www.electoralcommission.org.uk](http://www.electoralcommission.org.uk).

certaine classe laborieuse anglaise, « en déficit d'information », « laissée de côté » par la mondialisation, cherchant un recours désespéré dans le nationalisme britannique. Envers de la même médaille : les *Brexiters* (partisans du retrait) expliquaient le vote par un autre ensemble de caractéristiques britanniques : le *Common Law*, vu comme fondamentalement différent de l'héritage du droit romain en Europe ; un attachement fort aux institutions nationales, comme le Parlement ; un engagement viscéral en faveur d'un gouvernement démocratique rendant la législation européenne peu acceptable.

Le vote en faveur du retrait semble bien d'abord anglais, et pas seulement du fait du poids de la population anglaise dans le Royaume-Uni. Écosse et Irlande du Nord ont massivement voté pour le maintien : en Écosse, 1,6 million de voix pour le maintien (62 %) et 1 million pour le retrait (38 %) ; en Irlande du Nord, 440 000 pro-maintien (55,8 %) 350 000 pro-retrait (44,2 %). Au pays de Galles, au moins aussi distinct sur le plan ethnique que les deux autres nations, le vote a été presque identique à celui de l'Angleterre.

### Opinion britannique, opinions européennes

Sans doute certains traits britanniques et/ou anglais, sur les plans politique et culturel, expliquent-ils partiellement le Brexit. Mais il faut considérer plus largement le contexte historique et géographique. Aussi paradoxal que cela paraisse, en 2016 le vote des Anglais et des Gallois était conforme à la tendance européenne. Depuis les années 1990, le vote populaire, dans de nombreux pays membres, traduisait clairement une réticence à l'égard de l'intégration européenne – ce dont les dirigeants devaient convenir publiquement. Le traité de Maastricht (le *non* du Danemark, le petit *oui* en France) ; la Constitution européenne en 2005 (*non* en France et aux Pays-Bas) ; les politiques d'austérité après la crise de 2008 (contre lesquelles se prononçaient l'Italie et la Grèce) : autant de signes qui révélaient la faible adhésion populaire au projet européen. Le gouvernement Blair avait préféré éviter un référendum sur la Constitution de 2005, à peu près certain d'un rejet.

Depuis 2006, toute l'Europe a vu monter un désengagement politique à l'égard de l'UE : baisse de la participation aux élections européennes, du vote pour les partis pro-européens, et de l'adhésion exprimée à l'UE. Ancien directeur-adjoint des bureaux Europe et Recherche du Fonds monétaire international (FMI), Ashoka Mody a montré<sup>2</sup> que cette situation reflétait le déclin économique de l'Europe dû aux problèmes chroniques de la zone euro. La Grande-Bretagne a suivi la tendance mais,

2. A. Mody, *EuroTragedy: A Drama in Nine Acts*, Oxford, Oxford University Press, 2018, fig. 9.7, p. 424.

moins intégrée économiquement à l'UE, l'effet y a été plus fort : dans ce seul pays membre, la majorité de la population avait plus confiance en un avenir hors de l'UE que dedans<sup>3</sup>.

Le regard britannique et anglais sur l'UE n'avait toutefois rien d'original. Au moment du référendum, l'opinion était presque identique aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne, en Allemagne et en Espagne. En France, et plus encore en Grèce, elle était bien plus négative. Sur les politiques économiques de l'UE, plusieurs pays (France, Espagne, Grèce, Italie, Suède...) étaient plus critiques que la Grande-Bretagne<sup>4</sup>. En France, une majorité demandait un référendum sur l'appartenance à l'UE<sup>5</sup>, et le président Macron a suggéré qu'un vote pour le retrait l'aurait « probablement » emporté – ou, à tout le moins, que le référendum eût été « difficile à remporter<sup>6</sup> ».

Dans ce contexte, ce sont l'Écosse et l'Irlande du Nord qui faisaient figure d'exceptions, et non l'Angleterre et le pays de Galles. Si les 62 % de voix écossaises en faveur du maintien représentent le niveau de soutien à l'UE, alors l'Écosse est la championne des nations europhiles... La réalité est plus complexe : les sentiments des Écossais à l'égard de l'UE étaient très proches de ceux des Anglais – plutôt négatifs, et en mal d'« attachement viscéral à l'identité européenne<sup>7</sup> ». La différence résidait dans un désir d'indépendance que seule l'UE rendait possible. Au vu des appels unanimes à voter pour le maintien des dirigeants écossais, un observateur écossais juge même « surprenant » que près de 40 % de la population (dont des partisans du Parti national écossais) aient voté pour le retrait<sup>8</sup>. L'Irlande du Nord avait aussi ses raisons de voter pour le maintien : l'appartenance commune à l'espace européen tendait à apaiser le vieux conflit Nord-Sud, tandis que pour les nationalistes du Sinn Féin, elle apparaissait comme un chemin vers l'unification de l'île.

**Le vote du Brexit reflète une tendance européenne générale**

Le vote anglais de 2016 s'apparentait aux précédents votes populaires en Europe à un autre titre, tout en s'en distinguant. Tous les scrutins sur

3. Eurobaromètre Standard 79, printemps 2013, disponible sur : <https://ec.europa.eu>.

4. B. Stokes, « Euroscepticism beyond Brexit », Pew Research Center, 7 juin 2016. Les sondages de l'Eurobaromètre donnent des résultats similaires.

5. P. Bernard, « Une majorité de Français souhaite un référendum sur la sortie de la France de l'UE », *Le Monde*, 12 mars 2016, disponible sur : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr).

6. Interview dans le Andrew Marr Show, BBC1, 21 janvier 2018.

7. J. Curtice, « How Deeply Does Britain's Euroscepticism Run? » NatCen Social Research, 2016, p 7 ; J. Lloyd, *Should Auld Acquaintance Be Forgot: The Great Mistake of Scottish Independence*, Cambridge, Polity, 2020, p. 8, 25.

8. *Ibid.*, p. 11.

l'UE ont montré que, partout, la classe ouvrière et les plus défavorisés – exclus, chômeurs, ou simplement moins aisés – votaient négativement. Ce fut le cas en Angleterre en 2016. La fracture socio-économique est la plus manifeste à Londres, seule région anglaise à avoir choisi majoritairement le maintien : 68,7 % en faveur du maintien dans les quartiers les plus riches - Kensington, Chelsea –, 37,6 % dans les districts populaires – Barking Dagenham. Reflet fidèle d'une tendance européenne, 71 % des élites, contre seulement 34 % de la population générale, pensant que l'UE est « bénéfique »<sup>9</sup>.

La différence entre vote anglais et modèle européen concerne les électeurs les plus jeunes, de 18 à 24 ans, en particulier les étudiants, qui se sont prononcés à 81 % pour le maintien. À l'inverse, dans beaucoup de pays membres les jeunes sont plus eurosceptiques que leurs aînés, pour la raison évidente qu'ils sont les plus désavantagés par les politiques économiques de l'UE. Lors des référendums français et néerlandais de 2005, environ 60 % des jeunes électeurs ont rejeté la Constitution européenne ; et le référendum grec de 2015 a vu les jeunes voter à 80 % contre les politiques d'austérité. Emmanuel Macron, seul candidat ouvertement pro-européen à l'élection présidentielle de 2017, a été peu soutenu par les jeunes<sup>10</sup>. En Angleterre, les jeunes électeurs étaient protégés des effets dévastateurs de l'austérité de la zone euro, et semblent avoir vu avant tout dans le Brexit la fin des opportunités de voyage et d'études offertes par l'UE<sup>11</sup>.

Si l'attitude anglaise à l'égard de l'UE ne se distinguait pas vraiment de celle des autres pays membres, et si le vote pour le Brexit reflétait une tendance générale des votes européens depuis les années 1990, n'en subsiste pas moins une différence immense : le Royaume-Uni a réellement voté pour quitter l'Union, ce qu'aucun autre pays n'a fait, ni ne devrait faire dans un futur proche. L'explication est simple, et ne relève pas d'une particularité culturelle.

Premier élément d'explication : les Britanniques ont été tenus à voter à l'initiative de David Cameron. Des partisans de l'UE voient là aujourd'hui une erreur fatale. Pour Helen Thompson, après l'annulation par Tony Blair du référendum sur la Constitution de 2005 : « Il est fort possible que

9. R. Eatwell et M. Goodwin, *National Populism: The Revolt Against Liberal Democracy*, Londres, Penguin, 2018, p. 104.

10. A. Mody, *EuroTragedy: A Drama in Nine Acts*, op. cit., p. 188-9, 404.

11. « What Europe Means to the Young », *The Economist*, 5 septembre 2015, disponible sur : [www.economist.com](http://www.economist.com).

l'appartenance de la Grande-Bretagne ne pourrait être maintenue qu'autant que les gouvernements britanniques s'abstiendraient de tout référendum sur l'UE. Un vote négatif serait probable quelle que soit la question posée<sup>12</sup>. » Étonnamment, la classe politique ne l'a pas vu : tous les partis étaient favorables au maintien, tous ont défendu l'idée du référendum, pensant que le maintien l'emporterait, et que le débat sur l'appartenance serait ainsi tranché pour une génération, peut-être pour toujours...

### Le choix de demeurer hors de l'euro

Second élément d'explication : le Royaume-Uni n'était pas membre de la zone euro. Dans le cas contraire, tous les arguments et opinions pour ou contre l'UE auraient été dominés par ce fait majeur : le retrait de la zone euro impliquerait une catastrophe économique et financière probable. La Grèce ou la France, pourtant bien plus eurosceptiques en 2016 que la Grande-Bretagne, ne pouvaient imaginer un « Grexit » ou un « Frexit », comme l'a montré l'échec de la campagne anti-européenne de Marine Le Pen en 2017. Avec une Grande-Bretagne dans la zone euro, la courte majorité en faveur du Brexit se serait très certainement renversée : la campagne de 2016 a été dominée par les conséquences économiques d'un retrait, et les partisans du maintien étaient principalement conduits par des préoccupations économiques<sup>13</sup>. Membre de la zone euro, la Grande-Bretagne serait encore membre de l'UE.

Pour expliquer le Brexit, il faut donc comprendre pourquoi la Grande-Bretagne n'appartenait pas à la zone euro : un choix du gouvernement de Tony Blair, élu en 1997. L'entrée dans la zone euro était défendue avec un enthousiasme sans faille par des lobbies des affaires telles la Chambre de commerce britannique ou la Confédération de l'industrie britannique, cette dernière invitant ses membres à ne pas se laisser influencer par des « histoires à faire peur sans fondement<sup>14</sup> ». Blair, animé par des sympathies « pro-européennes » consensuelles, était favorable à l'entrée dans la zone euro (ou du moins souhaitait apparaître comme tel), mais il savait qu'« abandonner la livre » serait impopulaire et craignait de perdre un référendum sur le sujet – crainte assez rationnelle, les deux seuls pays à avoir posé par référendum la question – Danemark et Suède – ayant recueilli une réponse négative.

12. H. Thompson, « Inevitability and Contingency: The Political Economy of Brexit », *British Journal of Politics and International Relations*, vol. 19, n° 3, 2017, p. 434-449.

13. Lord Ashcroft Poll, « How the United Kingdom voted on Thursday... and why », 24 juin 2016, disponible sur : <https://lordashcrofthpolls.com>.

14. BBC News, 25 juin 1998.

Le Chancelier de l'échiquier de Blair, Gordon Brown, et le ministère des Finances avaient pris la mesure des risques de l'euro, et élaboré « cinq tests économiques » à passer avant l'adoption de la monnaie commune. Ces tests étant quasiment impossibles à réussir, la décision épineuse était reportée *sine die*. Un influent ministre des Finances, Ed Balls, devait plus tard écrire : « La décision de ne pas rejoindre la monnaie unique a été la décision économique la plus bénéfique de ces trente dernières années<sup>15</sup>. » Euphémisme : elle a sauvé la Grande-Bretagne (le système financier mondial basé à Londres) d'une probable catastrophe lors de la crise de 2007-2008, la Banque d'Angleterre ayant pu baisser les taux d'intérêt et lancer une politique d'assouplissement quantitatif, ce que la Banque centrale européenne (BCE) se refusait à faire. La Grande-Bretagne a également pu prendre des mesures de réponse rapides face à la pandémie de 2020. Mais se tenir hors de la zone euro signifiait que quitter l'UE restait possible et à long terme probable, sinon inéluctable.

On pourrait arguer que le refus de l'euro traduisait un manque d'enthousiasme plus général à l'égard du projet européen, que la monnaie unique venait couronner. Mais on peut voir les choses autrement, mettant à nouveau en question l'exceptionnalisme britannique. La monnaie unique, dont l'idée fut d'abord française dans les années 1950, était avant tout le produit des inquiétudes françaises face à la puissance allemande, et de la crainte des Allemands d'apparaître comme de mauvais Européens. Le président François Mitterrand et le chancelier Helmut Kohl ont personnellement pris la décision cruciale de concrétiser le projet. Mitterrand a insisté auprès de Kohl pour qu'il s'engage rapidement en faveur d'un système monétaire européen, pour aller vers une monnaie unique dont il espérait qu'elle freinerait la puissance économique de l'Allemagne. À ce prix, Paris donnait son soutien à l'unification allemande. La pression n'était guère subtile : l'Allemagne devait prouver qu'elle était « une bonne Européenne », ou « nous [retournerions] au monde de 1913 ». Kohl a accepté, au motif que « l'Allemagne [avait] besoin d'amis<sup>16</sup> ». Économistes et financiers ont alerté quant aux risques sérieux d'une monnaie unique. Les réserves de dirigeants britanniques prônant la prudence furent balayées, et la monnaie unique n'a fait l'objet d'aucune consultation démocratique dans la plupart des pays européens. N'affirmons donc pas trop vite que la Grande-Bretagne était particulièrement eurosceptique : quant à l'euro, sa position était certainement proche de l'opinion publique dans toute l'Europe.

15. J. Davis et J. Rentoul, *Heroes or Villains? The Blair Government Reconsidered*, Oxford, Oxford University Press, 2019, p. 217.

16. A. Mody, *EuroTragedy: A Drama in Nine Acts*, op. cit., p. 72-97.

Nombre de commentateurs, pour ou contre le Brexit, n'ont pas relevé la similarité des positions britanniques et continentales telles qu'on vient de les décrire. Certains essaient de l'expliquer comme s'il était déconnecté des évolutions au sein de l'UE, n'y voyant qu'une aberration liée aux singularités culturelles des Anglais. Les commentaires les plus hostiles ont souligné la xénophobie et l'insularité supposées des électeurs anglais. Des anecdotes spectaculaires ont circulé peu après le référendum, relatant des attaques xénophobes contre des Européens : mais les plus largement reprises se sont avérées fausses. Plus généralement, les statistiques officielles sur les « crimes haineux » – plutôt rares et en déclin – montrent que leurs victimes sont principalement des hommes musulmans et non des migrants européens<sup>17</sup>. L'immigration a certes été un sujet de débat important, mais c'est le cas partout en Europe. Bien plus, une étude européenne récente indique que le Royaume-Uni serait le pays le moins raciste d'Europe, bien moins raciste que plusieurs pays qui soutiennent fortement l'Union<sup>18</sup>.

Si le présupposé d'une spécificité anglaise est une chimère, il n'en reste pas moins que certaines circonstances particulières, propres au Royaume-Uni, peuvent contribuer à expliquer en partie le Brexit et ses conséquences immédiates.

### Un rapport particulier à la « vision » européenne

Dans l'immédiat après-guerre, le gouvernement britannique souhaitait soutenir des initiatives européennes, telles une Union occidentale qui tourna court, l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), le Conseil de l'Europe, l'Union de l'Europe occidentale. La Grande-Bretagne n'a cependant pas rejoint la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), supranationale. Son attitude s'est nettement infléchie au tournant des années 1950-1960, pour deux raisons. D'abord, parce que Londres se sentait décliner sur le plan économique par rapport au continent, et souhaitait bénéficier de la stimulation qu'apporterait son entrée dans le nouveau marché commun. Ensuite, la fin de l'empire semblait entraîner une perte d'influence sur le plan international. Selon les termes de Sir Con O'Neill, chargé par le ministère des Affaires étrangères des négociations d'adhésion à la Communauté économique européenne (CEE), « ce qui comptait, c'était d'entrer dans la Communauté et ainsi de retrouver notre position au centre des affaires

17. Ministère de l'Intérieur (Home Office), « Hate Crime, England and Wales, 2017/18 », Statistical Bulletin 20/18, 16 octobre 2018.

18. Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, « Being Black in the EU: Second European Union Minorities and Discrimination Survey », disponible sur : <https://fra.europa.eu>.

européennes<sup>19</sup>. » Autrement, « notre déclin vers l'isolement et l'insignifiance relative [...] se poursuivrait, sans pouvoir être stoppé. » La Grande-Bretagne deviendrait ainsi simplement une « grande Suède<sup>20</sup> ». La Grande-Bretagne, pour un autre conseiller du gouvernement, était « le Titanic en train de couler » et l'Europe « le canot de sauvetage<sup>21</sup> ».

Ces deux jugements étaient très exagérés, si ce n'est erronés. L'économie britannique semblait à la traîne parce que l'économie continentale, notamment en Italie, en France et en Allemagne, bénéficiait d'une poussée temporaire de croissance (les « Trente Glorieuses ») grâce à la reconstruction de l'après-guerre et au transfert de la main-d'œuvre agricole vers de nouvelles industries – évolution déjà faite en Grande-Bretagne au siècle précédent. Quant au rayonnement international de la Grande-Bretagne, la situation est la même depuis les années 1960 : elle reste l'un des quelque cinq ou six États les plus puissants du monde, la fin de l'empire n'y a rien changé. Ce qui a changé depuis les années 1960, c'est que la plupart des gens ne se préoccupent plus – s'ils l'ont jamais fait hors de la classe politique – du statut mondial de leur pays. L'opinion publique ne voit plus la Grande-Bretagne comme un Titanic en plein naufrage, et il est clair que l'Europe n'est plus le canot de sauvetage, si elle l'a jamais été. Les raisons pour lesquelles le Royaume-Uni a rejoint la CEE ne pèsent plus pour le faire rester dans l'UE.

Le progrès économique a toujours été en Grande-Bretagne le principal argument en faveur de l'entrée dans la CEE. Les éléments politiques et idéalistes du projet européen étant laissés de côté, et souvent dénigrés comme creuse rhétorique. Mais l'adhésion n'a pas, en réalité, stimulé la croissance économique du pays – peut-être même au contraire. Depuis les années 1980, et en particulier depuis la création de l'euro, les performances économiques de la Grande-Bretagne ont généralement été supérieures à celles de la zone euro – c'est particulièrement clair depuis la crise de 2007 et celle des dettes souveraines de 2012. Un sondage de l'UE a montré en 2013 que seuls 15 % des Britanniques interrogés pensaient que l'UE était un succès sur le plan économique<sup>22</sup>. Pour reprendre les termes du professeur Thompson, « le krach financier de 2008 et la crise

19. Sir C. O'Neill, *Britain's Entry into the European Community*, in D. Hannay (dir.), Londres, Frank Cass, 2000, p. 355.

20. Sir S. Wall, *The Official History of Britain and the European Community, vol. II: From Rejection to Referendum, 1963-1975*, Londres, Routledge, 2013, p. 81, voir aussi H. Parr, *Britain's Policy towards the European Community: Harold Wilson and Britain's World Role, 1964-67*, Londres, Routledge, 2006.

21. Sir R. Denman, *Missed Chances: Britain and Europe in the Twentieth Century*, Londres, Indigo, 1997, p. 233.

22. Eurobaromètre 79 (printemps 2013) QA3a.2.

de la zone euro ont sapé les bases de l'adhésion britannique à l'UE<sup>23</sup> ». Non seulement parce qu'elles ont affaibli le soutien des Britanniques à l'égard de l'UE, mais aussi parce que la position de la Grande-Bretagne comme centre financier majeur en dehors de la zone euro est devenue moins acceptable pour l'Union elle-même. Ce qui s'est notamment traduit par l'échec de David Cameron à convaincre ses homologues européens de garantir pour le futur une position « semi-détachée » de la Grande-Bretagne.

Cette relation contractuelle avec l'UE – que certains peuvent juger purement matérialiste et égoïste – trouve son origine dans l'expérience très particulière de la Grande-Bretagne au xx<sup>e</sup> siècle. Si elle a combattu et souffert dans deux guerres mondiales, elle n'a connu ni invasion, ni défaite, ni occupation, ni dictature, ni guerre civile ni totalitarisme. Son indépendance et sa fierté nationale sont sorties intactes des épreuves. Elle a pourtant été consciente de ce que la victoire n'a été possible que grâce à l'aide d'alliés majoritairement anglophones extérieurs à l'Europe. Pour la Grande-Bretagne, l'intégration européenne n'avait rien à voir avec les horreurs du passé – « elle ne ressentait pas le besoin d'exorciser l'histoire<sup>24</sup> », relevait Jean Monnet. Seule une minorité de Britanniques était donc attachée à l'idéal de l'intégration ; et les partisans du maintien dans l'UE n'ont guère usé de cet argument en 2016.

### Une relation contractuelle avec l'Union européenne

À l'inverse, une grande part de l'Europe continentale voit dans l'intégration non seulement un moyen d'assurer sécurité et prospérité, mais de tirer un trait sur le passé : l'« Europe » est signe d'émancipation et garantit contre le retour des horreurs de l'histoire. Être « Européen », c'est être libre, digne et moderne – quel qu'en soit le prix. Les Britanniques sont moins enclins à faire les frais de ce qu'ils voient seulement comme un système commercial bureaucratique, qui ne fonctionne pas tellement bien : seuls 16 % des Britanniques associent l'Europe à la paix, contre 44 % des Allemands<sup>25</sup>. D'où une différence significative d'attitude à l'égard des défaillances de l'UE, même de la part de ceux qui sont globalement favorables au maintien. En Grande-Bretagne, le remède aux maux de l'UE doit être une réduction des pouvoirs de Bruxelles ; en France et en Allemagne, en dépit d'une impopularité plus forte de l'UE, le remède est leur renforcement<sup>26</sup>.

23. H. Thompson, « Inevitability and Contingency: The Political Economy of Brexit », *op. cit.*, p. 17.

24. D. Reynolds, *Island Stories: Britain and its History in the Age of Brexit*, Londres, William Collins, 2019, p. 91.

25. Eurobaromètre 79 (printemps 2013) QA14.

26. B. Stokes, « Euroscepticism beyond Brexit », *op. cit.*

Le projet européen tire une grande part de sa force de la conviction que l'histoire européenne tend inéluctablement vers l'intégration. L'histoire britannique ne s'accorde pas si aisément à ce modèle historique. Dès le **XVIII<sup>e</sup>** siècle, le Royaume-Uni s'est ouvert à l'extérieur sur les plans commercial, politique et géopolitique. Pourtant, même après avoir rejoint la CEE, il ne s'est jamais intégré économiquement au même degré que les autres membres : en 2016, il était le pays membre dont le commerce et les investissements intra-UE étaient les plus réduits, en proportion. Sur les plans culturel et social, les Britanniques sont aujourd'hui largement liés à l'Europe<sup>27</sup>, mais aussi au reste du monde. Le fait que le monde entier ou presque parle anglais, et l'ancienneté de leurs relations extra-européennes, par exemple avec le Commonwealth ou les États-Unis, ont un effet psychologique majeur. L'idée d'une « Grande-Bretagne mondiale » est simplement plus réaliste que, disons, celle d'une « Pologne mondiale », ou même d'une « Allemagne mondiale ». Les Britanniques, pour tel analyste, « ont plus le sens du monde extérieur que la plupart des autres Européens<sup>28</sup>. » Même après quatre décennies d'adhésion européenne, les ressortissants britanniques sont deux fois et demi plus nombreux à vivre dans l'anglosphère qu'en Europe<sup>29</sup> et, en 2017-2018, en dépit de politiques comme Erasmus, les étudiants britanniques étaient 20 % plus nombreux dans l'anglosphère que sur le Continent<sup>30</sup>.

La cause du Brexit a aussi été favorisée par une autre expérience historique plus spécialement anglaise : la « tradition *Magna Carta* », c'est-à-dire l'idée que quand des choix importants doivent être faits, c'est le peuple qui décide, et les dirigeants qui obéissent. Certains pays européens ont des modèles nationaux différents – une « tradition d'avant-garde » pourrait-on dire. La France a été modelée par des rois, des empereurs et des minorités révolutionnaires. L'Allemagne et l'Italie ont été façonnées au **XIX<sup>e</sup>** siècle par un petit nombre d'idéologues visionnaires et d'autocrates : *Fatta l'Italia, bisogna fare gli Italiani*, proclamait Massimo d'Azeglio. Dans ces pays, le peuple, si d'aventure on le consultait, était invité à ratifier ce que les élites avaient créé : autorité active, démocratie passive. Les pratiques politiques de l'UE sont empreintes de cet héritage : l'ancien ministre français des Affaires étrangères Hubert Védrine a pu faire l'éloge

27. J. Salamońska et E. Recchi, « Europe between Mobility and Sedentarism: Patterns of Cross-Border Practices and Their Consequences for European Identification », Robert Schuman Centre for Advanced Studies, 2016.

28. D. Goodhart, *The Road to Somewhere: The Populist Revolt and the Future of Politics*, Londres, Hurst, 2017, p. 104.

29. D. Sriskandarajah et C. Drew, « Brits Abroad: Mapping the Scale and Nature of British Emigration », Institute for Public Policy Research, 2016, disponible sur : [www.ippr.org](http://www.ippr.org).

30. UNESCO, « Global Flow of Tertiary Level Students », 2020, disponible sur : <http://uis.unesco.org>.

d'« initiatives décisives [conçues] par un groupe si restreint qu'on a pu parler de "despotisme éclairé". Si c'est vrai, c'était un despotisme très éclairé, alors<sup>31</sup> ! » Les Britanniques ne voient pas la politique de cette façon. Depuis 2016, les événements ont prouvé l'obstination des électeurs britanniques à être écoutés, alors que dans de nombreux pays, les citoyens n'ont pas protesté lorsque les élites n'ont pas tenu compte de leurs votes.

Le mobile démocratique du Brexit paraît clairement dans la façon dont les électeurs justifient leur vote du référendum<sup>32</sup>. Parmi les partisans du retrait, la plus grande partie (49 %, soit 8,5 millions de votants) expliquent leur vote en disant que « les décisions essentielles concernant le Royaume-Uni doivent se prendre au Royaume-Uni » ; les autres raisons avancées sont également de nature politique. L'attachement souvent sentimental à la démocratie nationale recouvre nombre de sujets – au premier rang desquels l'immigration –, et se résume à l'espoir qu'un gouvernement élu prêtera davantage l'oreille aux souhaits des électeurs qu'une lointaine et irresponsable Union européenne.

## La Magna Carta, le référendum, et le Parlement

La culture politique anglaise ne saurait pourtant expliquer seule le Brexit. Si le pays avait adopté l'euro, les particularités britanniques (réelles et imaginaires) auraient tout au plus nourri une insatisfaction chronique mais impuissante à l'égard de l'UE – sans doute pas plus que dans la plupart des pays européens. Mais hors de la zone euro, la référence à une tradition historique et respectée de responsabilité gouvernementale et de souveraineté nationale constituait un argument populaire, puissant et respectable pour quitter l'UE. Le parti anti-Brexit n'a pas réussi à mettre en avant un argument positif en faveur de l'UE assez attractif pour contrer la « tradition *Magna Carta* ». Il a donc eu fréquemment recours au dénigrement (les pro-retrait étaient stupides, âgés, blancs, provinciaux, racistes, etc.), et à un argument très négatif, à savoir que même si l'UE ne fonctionnait pas correctement, la quitter provoquerait problèmes techniques et pertes économiques.

Pendant et après la campagne du référendum, la « tradition *Magna Carta* » a renforcé le soutien au Brexit dans les principaux partis, dans le Parti conservateur mais aussi une partie du Parti travailliste (environ un tiers des électeurs travaillistes ont voté pour le retrait<sup>33</sup>), et même une

31. Voir l'extrait disponible sur : [www.hubertvedrine.net](http://www.hubertvedrine.net).

32. Lord Ashcroft Poll, « How the United Kingdom Voted on Thursday... and why », *op. cit.*

33. « How Many Labour Supporters Voted Leave? », BBC News, 29 avril 2019, disponible sur : [www.bbc.com](http://www.bbc.com).

frange des Libéraux-démocrates et du Parti national écossais. Dans presque tous les autres pays de l'UE, l'opposition radicale à l'Europe se cantonne aux extrêmes – droite et gauche –, ce qui effraie les électeurs modérés. En Grande-Bretagne, si le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (United Kingdom Independence Party – UKIP) et le Parti du Brexit ont fourni le catalyseur nécessaire pour le référendum de 2016, et une arme électorale contre les partisans du maintien chez les conservateurs et les travaillistes, ils ont été absorbés en douceur en 2019 dans un Parti conservateur pro-Brexit, défendant une politique de solidarité nationale (*one nation*), et rassemblant des éléments de gauche et de droite.

Alors que le conflit sur le Brexit avait semblé devoir redessiner en profondeur les lignes politiques britanniques, il s'est finalement coulé dans les institutions existantes, qu'il a même pu régénérer. Aux élections de décembre 2019, le Parti conservateur, principal parti de gouvernement depuis plus d'un siècle, a remporté le plus haut score électoral jamais atteint par un parti depuis 40 ans. S'il s'agit d'une révolte populiste, elle est pour le moins particulière.

\* \* \*

Quand les commentateurs évoquent le vote en faveur du retrait, ils cherchent souvent à expliquer ce qu'ils considèrent comme une aberration. En réalité, ce vote suivait une tendance générale en Europe, même si cette dernière a pu être renforcée par certaines particularités culturelles. On peut pourtant opposer une objection évidente à cette dernière analyse. Si l'intégration européenne était si peu attractive pour les Britanniques pour des raisons économiques, politiques et culturelles, comment se fait-il que presque la moitié des électeurs ne s'en soient pas rendu compte ? De plus, des groupes politiques puissants ont fait tout leur possible pour rester dans l'UE, au risque même de provoquer une crise constitutionnelle majeure. Si le Brexit relevait d'une « tradition *Magna Carta* » de gouvernement populaire, comment expliquer que la plupart des députés d'avant 2019, et la Cour suprême, loin d'être favorables au retrait, aient eu recours à des arguments historiques sur la souveraineté parlementaire et la tradition constitutionnelle pour tenter de bloquer le Brexit ? Nombre de partisans du maintien ont ainsi souligné que le résultat d'un référendum pouvait être annulé, le Parlement étant historiquement « souverain », et les cours de justice, s'appuyant sur d'anciens précédents, pouvant imposer des conditions au mandat du gouvernement chargé de mettre en œuvre le Brexit. De quel côté se trouvait alors la tradition politique anglaise ? Elle était très clairement flexible. Mais le recours des partisans du maintien à une version élitiste et prédémocratique de la tradition, s'il

créait des difficultés juridiques et parlementaires aux gouvernements May et Johnson, ne touchait guère les électeurs.

Dès lors, pourquoi le vote en faveur du maintien a-t-il été si important ? Avant le référendum, environ deux tiers des électeurs Britanniques étaient eurosceptiques – une proportion attendue –, mais nombre d’entre eux ont hésité à aller jusqu’au bout de leurs opinions en quittant l’UE<sup>34</sup>. Pendant (et même après) la campagne, l’opinion publique a fait l’objet d’un considérable effort de propagande – connu sous le nom de « campagne de la peur » (*Project Fear*) –, auquel ont coopéré le gouvernement Cameron et les partisans du maintien<sup>35</sup>. Des prédictions officielles alarmistes, martelées par des lobbies du milieu des affaires et des hommes politiques étrangers recrutés pour l’occasion, ont eu un effet considérable. Presque la moitié des votants en faveur du maintien (43 %) ont justifié leur vote d’abord par des inquiétudes économiques ; seule une petite minorité (9 %) évoquait un « attachement fort » au projet européen<sup>36</sup>. On peut raisonnablement supposer que la « campagne de la peur » a eu pour effet de réduire une substantielle majorité d’eurosceptiques à une courte majorité de pro-retrait.

Les opinions de fond des électeurs britanniques et anglais sur l’UE ne différaient guère de celles de leurs voisins continentaux, et à cet égard les électeurs anglais et gallois étaient plus « européens » que les Écossais et les Irlandais. Depuis le début des années 2000, leur attachement à l’Europe, comme ailleurs dans l’Union, avait décliné. L’explication la plus simple du Brexit ne réside donc pas dans une exception anglaise, mais dans le fait que les Britanniques ont effectivement eu à choisir entre le maintien ou la sortie et que, le Royaume-Uni n’appartenant pas à la zone euro, ils étaient libres de choisir.

Les particularités culturelles et historiques n’ont pas suffi à produire le Brexit, même si elles ont pesé sur les arguments utilisés. Pour des raisons historiques, la plupart des électeurs, partisans du retrait ou du maintien, considéraient les relations avec l’UE comme essentiellement contractuelles et économiques. Même les Britanniques favorables à l’UE n’étaient guère touchés par son projet visionnaire. Le Royaume-Uni était le pays comptant la plus faible part d’individus (15 %) désirant l’union économique et monétaire ; très peu (seulement 5 %) se sentant « plus européens

34. J. Curtice, « How Deeply Does Britain’s Euroscepticism Run? », British Social Attitude, disponible sur : [www.bsa.natcen.ac.uk](http://www.bsa.natcen.ac.uk).

35. Pour plus de détails, T. Shipman, *All Out War: The Full Story of Brexit*, Londres, William Collins, 2017, p. 189-94, 234-36, 246-48.

36. Lord Ashcroft Poll, « How the United Kingdom Voted on Thursday... and Why », *op. cit.*

que nationaux<sup>37</sup> ». La référence des pro-retrait à des traditions largement partagées d'indépendance nationale et de démocratie permettait au Brexit de se dérouler dans le cadre des partis politiques traditionnels.

Pour toutes ces raisons, il est peu imaginable qu'aucun pays de la zone euro suive l'exemple britannique – encore moins après le chaos politique largement médiatisé provoqué par le Brexit, qui semble avoir renforcé l'acceptabilité du *statu quo*. Il n'est certes pas impossible qu'un ou plusieurs États de la zone euro quittent un jour l'UE, mais cela ne pourrait sans doute se produire que dans le cadre d'une crise majeure, entraînant des désordres civils considérables. Si le Brexit est typiquement « anglais », c'est peut-être avant tout parce qu'il s'est fait de façon pacifique, sans entraîner la destruction du système politique.



---

#### Mots clés

Royaume-Uni  
Angleterre  
Brexit  
Union européenne

---

37. Eurobaromètre, printemps 2013, p. 174.